

SHORT NEWS

Findel : mesures de façade

Agir contre le bruit, voilà l'objectif des plans présentés lundi dernier par le ministre de l'environnement Lucien Lux. Ces plans d'action, téléchargeables sur le site www.environnement.public.lu, sont prévus par une directive européenne et concernent les réseaux autoroutiers et ferroviaires ainsi que l'aéroport. Le problème est qu'ils sont basés sur une cartographie douteuse, ne tenant compte ni du bruit réel, ni de l'augmentation de la circulation. Et alors que Lux affirme privilégier la prévention du bruit à la source, en vérité il n'en fait rien. Le plan du ministère explique que les mesures préventives sont "dans la plupart des situations, nettement plus favorables au niveau du rapport coût/efficacité". Or, dans le cas de l'aéroport notamment, elles se révèlent coûteuses: des limitations du nombre de vols liées au bruit représenteraient un manque à gagner important pour les compagnies aériennes. Alors, plutôt que de mécontenter les entreprises, on essaie de duper les citoyens: on trafique les normes et les cartes, afin de limiter les mesures de protection passive nécessaires, en l'occurrence l'isolation de façade des logements. Ainsi, en subventionnant des travaux sur quelque 500 logements, le coût pour l'Etat demeure faible. Mais comme cela laisse sans protection des zones massivement exposées au bruit aérien comme Cents ou Bonnevoie, et même une partie de Hamm, il s'agit d'une efficacité de façade - qui occulte une inefficacité quasi-totale.

Présentation publique du plan d'action aéroport le 18 février au Centre culturel de Sandweiler.

Mouvement écologique : Besser, anders, weniger

Erforderlich sei ein „Dreiklang“ von Effizienz, Konsistenz und Suffizienz - diese leicht esoterisch klingende Mahnung stellt der Mouvement écologique seinem Forderungskatalog für die Legislatur 2009-2014 „Zukunft nohaltig gestalten“ voran (www.oeko.lu). Ansonsten verbindet das 128 Seiten starke Dokument wie gewohnt Sachlichkeit mit Radikalität. Die NGO greift klassische Vorschläge wie die einer nachhaltigen Steuerreform und einer Umgruppierung bei den Regierungsressorts auf. Die vom Mouvement in Zusammenarbeit mit dem Umweltministerium betriebene Kampagne für „nachhaltigen Konsum“ soll ausgebaut werden. Weniger erfreuen wird die UmweltministerkandidatInnen die Forderung, den Zukauf von CO2-Emissionsrechten zu stoppen - das würde nämlich ernsthafte Anstrengungen im Klimaschutz hierzulande notwendig machen.

Mehr Gleichheitspolitik in den Gemeinden

Wie werden die Gelder in puncto Chancengleichheit der Geschlechter auf der Gemeindeebene verteilt? Erhält der Fußballverein für Jungs mehr Mittel als der Sportverein für Mädchen? Sind mehr Männer als Frauen im Schöffen- oder Gemeinderat vertreten? Erneut verwiesen die politisch Verantwortlichen diese Woche auf die bereits bestehenden Instrumente zur Förderung der Chancengleichheit der Geschlechter (www.mega.public.lu). Wenn der politische Wille auf Gemeindeebene da ist, um in puncto Gleichstellung aktiv zu werden, kann das durch eine Erklärung des Schöffenrates bekräftigt werden, die darin mündet die europäische Charta „pour l'égalité des femmes et des hommes“ zu unterzeichnen. „Wichtig ist vor allem eine Bestandsaufnahme der Bevölkerung, um zu sehen, welche Geschlechter auf welchen Entscheidungsposten sitzen und welche Infrastrukturen sich in welchem Maße an ein bestimmtes Geschlecht richten“, so die Chancengleichheitsministerin. Die Auswertung dieser Analyse könne dabei helfen, Prioritäten zu setzen und einen zeitgebundenen Aktionsplan aufzustellen, um zukünftig für eine paritätische Interessenverteilung der Geschlechter zu sorgen. Dabei sind auch Weiterbildungen der Gemeindemitarbeiter in puncto Chancengleichheit sehr wichtig, Hilfestellungen hierzu finden sich auf www.inap.public.lu und www.cnfl.lu/formations/index.htm.

AKTUELL

SEPARATION DE L'EGLISE ET DE L'ETAT

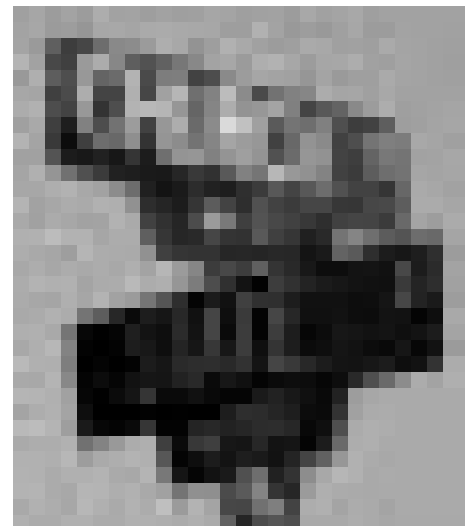
La révolution n'est pas pour demain

Luc Caregari

Pour lancer sa nouvelle saison, le Café des Humanités a organisé un débat sur la séparation de l'église et de l'Etat. Pourtant, l'affrontement est resté mou.

Pour un vrai match de *kulturkampf* à la luxembourgeoise, entre bouffeurs de curés et catholiques frôlant l'intégrisme, les « concurrents » étaient mal choisis. D'un côté Manuel Huss, étudiant en sciences politiques, membre fondateur du site internet sokrates.lu et candidat sur la liste européenne des verts, de l'autre Michel Pauly, professeur d'histoire à l'université de Luxembourg et une figure de proue de la gauche catholique au Luxembourg, notamment à travers ses écrits dans le mensuel *forum*, dont il est un fondateur. Laisser un intellectuel reconnu se mesurer à un jeune activiste est toujours un déséquilibre et ne fournit pas les ingrédients nécessaires où les débatteurs se rencontreraient à hauteur égale. Pourtant, la soirée a été ponctuée de quelques interventions remarquables qui - si tout va bien - pourraient changer un peu la façon dont le problème est appréhendé.

Après une introduction historique du sujet, dans lequel il détailla les relations complexes entre bourgeoisie, clergé et aristocratie et rappelant que l'église catholique a su, au 19e siècle, se mettre à la tête d'un mouvement populaire qui a abouti à une nouvelle constitution libérale, Michel Pauly s'est présenté surtout comme « quelqu'un qui essaie d'être un chrétien ». Ce n'est pas forcément ce qu'on attendrait d'un ayatollah local. Et ce n'est pas dans ce sens non plus qu'il a continué à se trouver une place qui - du moins dans le débat actuel - semblait inexistante. Celle de quelqu'un qui - même s'il est croyant - ose se rebeller contre les fautes de son église, comme l'homophobie ou les récentes lubies de Benoît XVI. Aussi ne voit-il pas l'Etat d'un bon oeil : « C'est une machine à conserver les privilèges », a-t-il estimé, tout en récoltant quelques rires, pour s'être excusé de cette définition digne d'un « marxiste vulgaire ». Il ne voit pas non plus d'un



bon oeil le fait que l'église et l'Etat soient si intrinsèquement liés - c'est un fait qui va au détriment de la communauté des croyants. Enfin, il s'est aussi prononcé en faveur d'un système d'imposition à l'italienne, où les payeurs peuvent choisir entre donner leur argent à une ONG ou aux curés.

De telles déclarations ne forment pas le meilleur terrain d'attaque pour un jeune militant comme Huss. Un peu mal à l'aise il a essayé de distinguer l'aspect politique de la question du philosophique, ce qui était une bonne initiative, vu qu'il ne lui restait pas trop d'autres arguments. Il débata ensuite les éternelles ritournelles des anticléricaux : les 23 millions d'euros que le clergé se prélève sur nos impôts, leur influence politique démesurée et la question du catéchisme. Le problème est que Pauly lui donna raison sur la plupart de ses revendications et alla même plus loin dans un certain sens : en démontrant qu'à l'intérieur de l'église existent bel et bien des dissensions, il a contribué à détruire l'image d'un « bloc catholique » surpuissant. En distinguant clairement les engrais du Wort des politiciens du CSV et du clergé, est apparue une image plus complexe de la chrétienté à la luxembourgeoise. En bref : autant de leçons à apprendre si on veut surmonter une fois pour toute cette mésalliance entre Etat et église dont même les croyants semblent souffrir.